



**TOGETHER**  
*for a sustainable future*

## OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50<sup>th</sup> anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



**TOGETHER**  
*for a sustainable future*

## DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

## FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

## CONTACT

Please contact [publications@unido.org](mailto:publications@unido.org) for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at [www.unido.org](http://www.unido.org)

18691

PROGRAMME INDICATIF DE DEVELOPPEMENT  
INTEGRE  
DU SYSTEME DE L'INDUSTRIE  
DES ENGRAIS

TOGO

SEPTEMBRE 1963

*Handwritten notes:*  
Projet de loi  
Budget 1964 - 1965

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
A. DESCRIPTION DU PROGRAMME	1
1. CONTEXTE DU PROGRAMME	1
1.1. Description des principaux éléments de la filière et de leurs liaisons	1
1.2. Description quantitative du système des engrais et son évolution	6
1.3. Importance de la filière dans l'économie du pays et objectifs gouvernementaux la concernant	10
1.4. Activité visant au développement de la filière: le P.S.I. (Programme Sectoriel d'Importation)	11
1.5. Cadre international dans lequel s'inscrit le développement de la filière	11
1.6. Cadre national dans lequel s'inscrit le développement de la filière	12
2. JUSTIFICATION DU PROGRAMME	13
2.1. Problèmes à résoudre: goulots et contraintes contrariant le développement de la filière en fonction des objectifs gouvernementaux	13
2.2. Formulation et analyse des stratégies de développement possible	15
2.2.1. Énoncé des stratégies	15
2.2.2. Analyse des stratégies alternatives de développement	15
2.3. Résultats escomptés	16
3. <u>PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT INTEGRE</u>	17
3.1. Objectif du programme	17
3.2. Mesures politiques	17
3.3. Projets d'assistance technique	17

TABLEAUX

1.	Principales cultures, rendements et production	1
2.	Production de coton graine, consommation intrants SOTOCO	5
3.	Consommation total d'engrais par region et utilisateurs 1987	6
4.	Tonnages a commander pour la campagne 1990	9
5.	Repartition par cultures et dose a l'hectare	9
6.	Evolution des prix de vente des engrais aux cultivateurs en FCFA par kg	10

FIGURES

1	1.1 Structure actuelle de la filiere engrais	2
2	1.1 Evolution des surfaces engraissees 1978-1987	4
3	1.2 Evolution de la consommation des engrais au Togo, 1978 - 1987	7
4	1.2 Consommation engrais par culture - 1987	8

## A. DESCRIPTION DU PROGRAMME

### I. CONTEXTE DU PROGRAMME.

#### 1.1. Description des principaux éléments de la filière et de leurs liaisons

Le TOGO est composé du SUD au NORD de cinq régions naturelles appelées MARITIME, PLATEAUX, CENTRALE, KARA, SAVANE. Les cultures varient de région à région, mais, coton et vivrières sont présents partout, tandis que le café et le cacao sont surtout localisés dans la région des PLATEAUX, laquelle consomme à elle seule la moitié des engrais utilisés au TOGO. Bien que le pays proclame qu'il a atteint l'autosuffisance alimentaire et que cela soit apparent dans les villes, certaines statistiques indiqueraient une légère baisse de la quantité d'éléments nutritionnels disponibles par jour et par habitant au cours de la décennie écoulée et on signale encore la présence de zones sous-alimentées surtout dans le NORD (région des SAVANES).

Le TOGO est un petit pays de + 100 Km de large sur + 600 Km d'extension NORD SUD; il est peuplé d'environ 3 millions d'habitants et bien qu'il produise plus de 3 millions de tonnes de phosphate/an, il ne dispose d'aucune production d'engrais. Toute la consommation est importée; pour ce faire, le pays dispose d'un port de mer bien organisé à LOMÉ, d'un bon réseau routier et d'une organisation administrative bien structurée.

L'énergie est relativement bon marché grâce à des niveaux de taxes raisonnables. Le système de transport est généralement très satisfaisant.  
(FIG 1 schéma général d'un système industriel d'engrais en Afrique et la situation actuelle au TOGO)

#### Le secteur agricole.

Le secteur agricole est d'une importance primordiale pour l'économie du pays. De 1975 à 1983 sa contribution au P.I.B. est passée de 26,42 à 29,87, ce qui fait vivre environ 70% de la population.

Les principales cultures avec leur superficie, rendements/ha et production sont indiqués dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1 : Principales cultures, rendements et production.

	ha	rendement kg/ha	production/t
manioc	470.000	8,798	410.000
igname	370.000	10,000	378.000
maïs	270.000	1,313	296.000
mil longne	200.000	870	170.000
coton graine	81.400	1,067	86.700
café vert	30.000	368	11.000
cacao fèves	6.000	230	9.000
palme dte			11.000
banane	16.000		10.000
arachide			10.000

Source : Annuaire FAO 1988



En dehors du phosphate, les autres recettes d'exportation sont réalisées par le coton, le café et le cacao. En 1987 les principales exportations étaient comme suit :

- fibre coton	30.000 tonnes	34 millions de US \$
- fèves cacao	12.000 tonnes	24 millions de US \$
- café vert	9.000 tonnes	22 millions de US \$

Source: Annuaire FAO Commerce 1987

(Fig 2 évolution des superficies engraisées de 1978 à 1987)

#### Organisation administrative

- Le MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL  
dont dependent :

- Le Service des Engrais et des Moyens de Production (S.E.M.P.) qui rassemble les demandes d'engrais de tout le pays (sauf la SOTOCO), place les commandes, les reçoit et achemine l'engrais vers les districts. De plus, il tient la statistique des superficies fertilisées et consommations d'engrais.

- Les Directions Régionales du Développement Rural (D.R.D.R.) qui ont leurs sièges aux chefs-lieux des régions, doivent organiser la vulgarisation agricole la vente des engrais et acheminer les recettes. En raison d'un manque de moyens financiers, les activités sont mal assurées ou pas du tout de sorte que la consommation d'engrais est faible et les recettes encore plus faibles, c'est-à-dire pratiquement nulles. La situation peut cependant être améliorée notablement quand on les encadre et qu'on leur donne certains moyens: c'est le cas à SOKODE chef-lieu de la région Centrale où la DRDR est aidée financièrement et humainement par une antenne locale de la G.T.Z. (coopération allemande) installée là-bas depuis plus de 20 ans.

En particulier, outre une administration soigneuse, elles suscitent la formation de GROUPEMENTS AGRICOLES DE VILLAGE (GAV) qu'ils chargent de répartir les intrants et rendent responsables du paiement de ceux-ci, ce qui porte le taux de recouvrement à 85 %.

- Les GAV sont ainsi le dernier échelon et, dans chaque village, il y a un encadreur qui dispose en principe d'un magasin.

#### Organismes de développement

A côté de cette structure officielle présentée ci-dessus et qui ne demande qu'un peu plus de moyens pour être efficace, existent des organismes à vocation plus variable qui sont responsables de la répartition des intrants

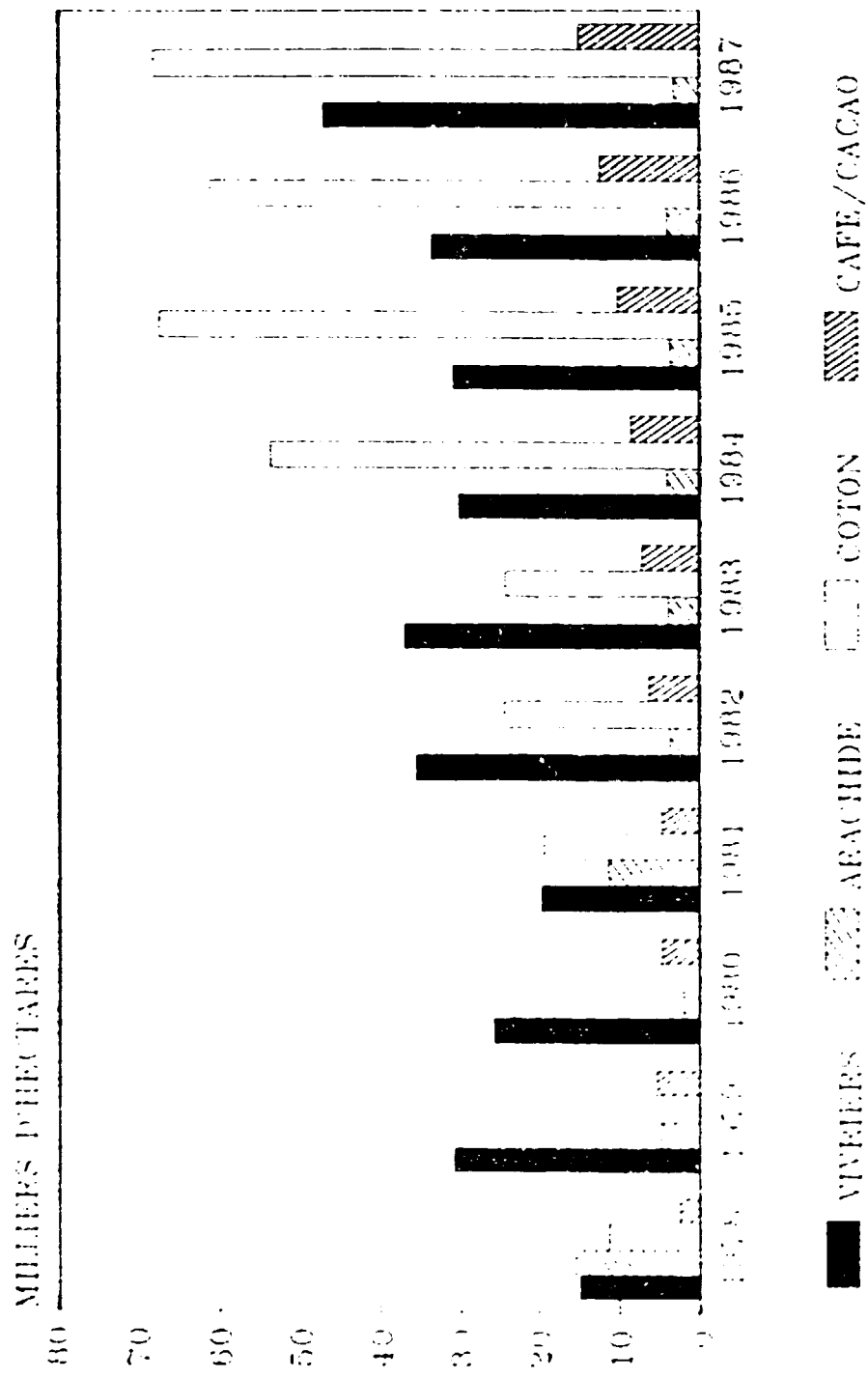
Citons :

##### La Société pour la Renovation du Café et du Cacao (SRCC)

Basée à PALIME, elle fournit les mêmes services que les DRDR non seulement aux planteurs de café et cacao, mais à tous les agriculteurs de la zone OUEST de la région. Dotée de peu de moyens, cet organisme est relativement inefficace et ne vend pas beaucoup d'engrais.

Cette société encadre la zone de production située entre Apikpalme et Kpalime. La situation des prix de ces spéculations est la même que pour la Côte d'Ivoire mais l'importance de ces productions dans l'économie togolaise est plus faible avec une influence plus réduite sur la situation générale du pays.

FIG. 1 - EVOLUTION DES SURFACES ENGRAISSEES 1978 - 1987





La société Togolaise du Coton (SOTOCO)

Tout autre est le cas de la Société Togolaise du Coton (SOTOCO) basée à ATAKPAME, chef-lieu de la région des PLATEAUX.

Créée en 1974, elle a un statut de société d'Etat. Comme dans plusieurs autres pays de l'AFRIQUE de l'OUEST, la culture du coton a connu une remarquable expansion au cours de la décennie écoulée sous l'impulsion d'une structure efficace :

La SOTOCO fournit gratuitement les semences et fait l'avance des engrais aux paysans, se payant sur la récolte. Cette culture fait l'effet d'une "locomotive" pour le reste de l'agriculture.

En effet, en région bimodale (2 saisons sèches, 2 saisons des pluies), on cultive du maïs puis du coton (qui coexistent 2 à 3 semaines) et le coton qui est contrôlé, fertilisé, traité sert à former les paysans et, par ses arrières effets, favorise les cultures vivrières en assolement telles maïs et sorgho. Il faut savoir que chaque paysan cultive 0.5 à 1 Ha de coton sur les 3 à 6 Ha de son exploitation (260.000 exploitations = 130.000 Ha = 130.000 Tonnes de coton, qui est de première qualité et se vend facilement à un prix qui, s'il n'est pas excellent, est toutefois acceptable.)

On vient de terminer une usine d'égrenage supplémentaire, ce qui va permettre de relancer l'extension de la superficie avec 110.000 Ha comme objectif (contre 86.000 en 88 et 77.000 en 89, suite aux mauvaises conditions climatiques).

Le coton est fertilisé par 150 Kg de 12/22/12 + 5S + 1.8 B + 50 Kg d'urée en couverture. (doses par Ha). De plus, la SOTOCO approvisionne du 15/15/15 + urée pour les vivrières et un peu de supersimple pour les arachides.

Les Directions Régionales ont au niveau secteur 5 conseillers en charge respectivement des secteurs : production végétale, production animale, production forestière, groupements agricoles, culture attelée. Ensuite, il y a des vulgarisateurs sur le terrain au niveau canton, et des encadreurs au niveau village.

On le voit : la SOTOCO joue un rôle important dans les régions où elle est implantée.

On présente ci-après le tableau 2 indiquant certaines consommations d'intrants dans la production de coton graine.

Tableau 2: Production de coton graine, consommation intrants SOTOCO

	1986	1987	1988
SURFACES (ha)	: 61.480	: 67.705	: 81.289
PRODUCTION (tonnes)	: 79.067	: 67.170	: 86.695
CONSOMMATION INTRANTS (tons)	:	:	:
NPKSB	: 9811,050	: 10533,250	: 12187,95
KCL	: 1208,400	: 1155,900	: 3,00
K2SO4	:	:	:
Urée (coton)	: 1164,000	: 1289,700	: 3576,500
Urée (vivrier)	: 569,550	: 562,750	: 1334,900
TOTAL UREE	: 1733,550	: 2176,450	: 4961,400
NPK	: 1863,450	: 2201,000	: 3126,500
SS	: 299,950	: 242,800	: 213,750
TOTAL ENGRAIS (coton)	: 12183,450	: 13608,650	: 15767,45
TOTAL ENGRAIS (vivrier)	: 2732,950	: 3330,550	: 4723,15

1.2. Description quantitative du système des engrais et son évolution.

Il est significatif de constater que la superficie fertilisée soit passée de 52.000 Ha en 78 à 135.000 Ha en 87 suivant les statistiques du Service des Engrais

On notera la progression spectaculaire du coton (de 11.000 à 68.000 Ha), du café/cacao (de 2.600 à 15.000 Ha), des vivrières (de 14.000 à 47.000 Ha) et parallèlement le tassement des fruitiers (de 2.750 à 75 Ha), des arachides (de 15.500 à 3.100 Ha) et des palmiers (de 4.700 à 60 Ha). L'annexe 3 illustre cette évolution par un graphique très parlant.

Parallèlement, l'utilisation des engrais au TOCO s'est développée d'une manière spectaculaire au cours de cette décennie. Les tonnages consommés ont presque quadruplé en dix ans : de 6.502 Tonnes de produit en 1978, la consommation est passée à 23.593 Tonnes en 1987.

Toutes les régions du pays ont participé à cette évolution. La région des PLATEAUX demeure la partie du pays où les plus grandes quantités d'engrais sont épandues tous les ans.

(Cette partie du rapport se base sur les tableaux et graphiques qui se trouvent dans l'annuaire 1987 du SEMP. Il s'agit de la plus récente statistique disponible)

Elle a reçu en 1987, 51 % des tonnages consommés au niveau national selon le tableau ci-dessous

Tableau 3: Consommation total d'engrais par région et utilisateurs 1987 (tonnes)

REGION	DRDR	SOTOCO	PERN	SRCC	DIVERS	TOTAL	% TOTAL
MARITIME	500,6	1411,7			313,5	2226	9,43
PLATEAUX	1027,8	2715,1	3256	4052	1034,4	12085	51,22
CENTRALE	855,6	724,3			45,0	1624	6,88
KARA	1051,4	2661,3			26,9	3738	15,85
SAVANES	1242,0	2573			102,5	3918	16,51
TOTAL	4677,4	10085,4	3256	4052	1521,3	23591	100
%	19,83	42,75	13,80	17,1	6,45		100

La consommation totale d'engrais au TOCO est passée de 22.514 T. de produits en 1986 à 23.591 T. en 1987, soit une progression annuelle de 4,8 %. Exprimée en éléments nutritifs (N, P2O5, K2O), cette consommation est de 10.880 T. en 1987 contre 10.260 T. en 1986 (+ 6 %)

Rapportée à l'hectare fertilisé, la quantité d'engrais utilisée se situe aux environs de 175 Kg de produit ou 80,7 Kg d'éléments nutritifs.

La progression de la consommation a été constatée sur les quatre principales cultures : coton, maïs, café et sorgho.

La répartition indique que le coton en absorbe 55,7 %, puis, dans l'ordre, le café : 15,9 %, le maïs : 15,9 %, le sorgho : 5,4 %, la canne à sucre : 3,4 %, l'arachide et le haricot : 1,6 % et le riz : 1,3 % (voir figure 3 consommation engrais par culture 1987 et figure 3 consommation des engrais par culture 1987).

FIG. 3

EVOLUTION DE LA CONSOMMATION DES ENGRAIS AU TOGO  
1978 - 1987

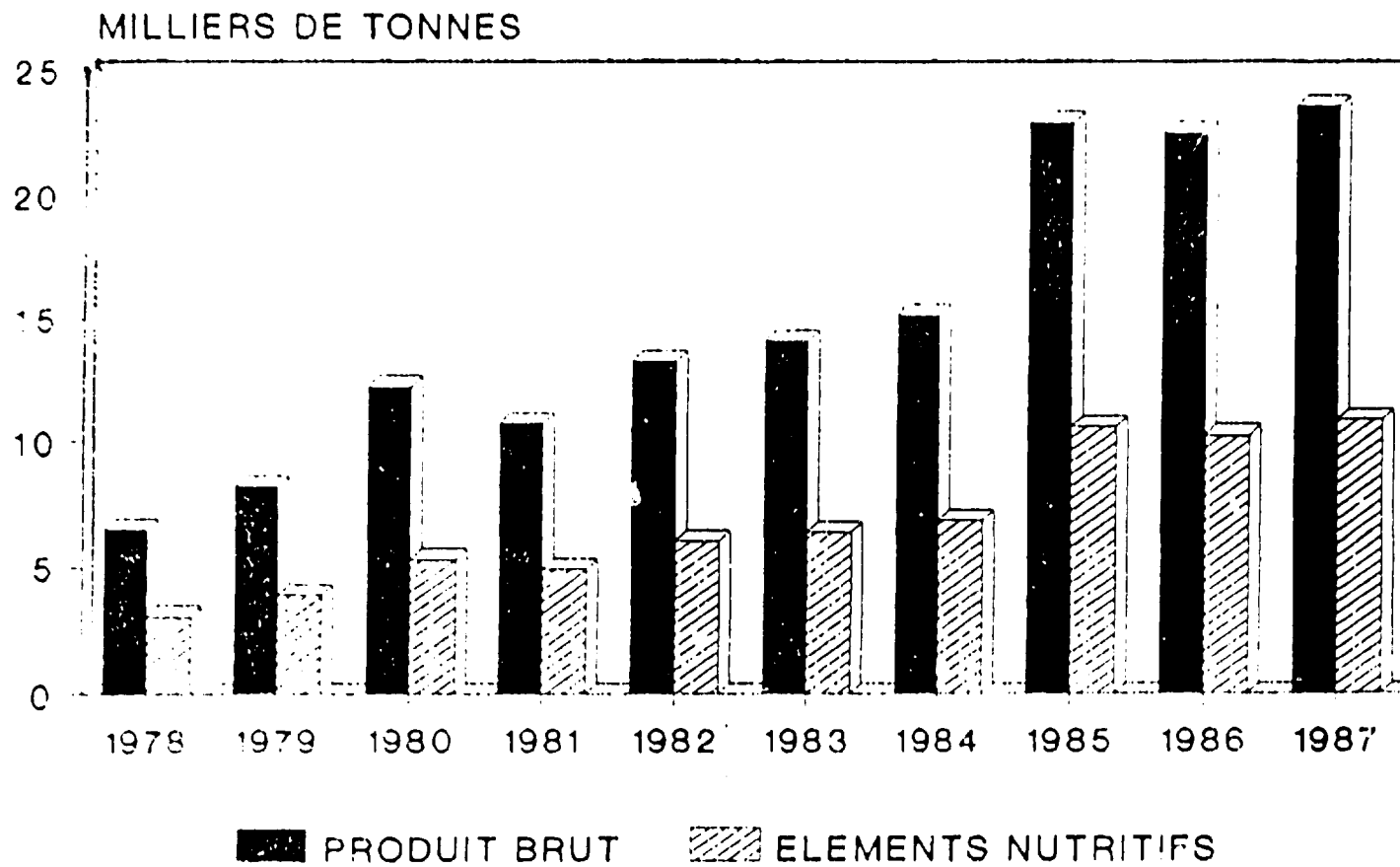
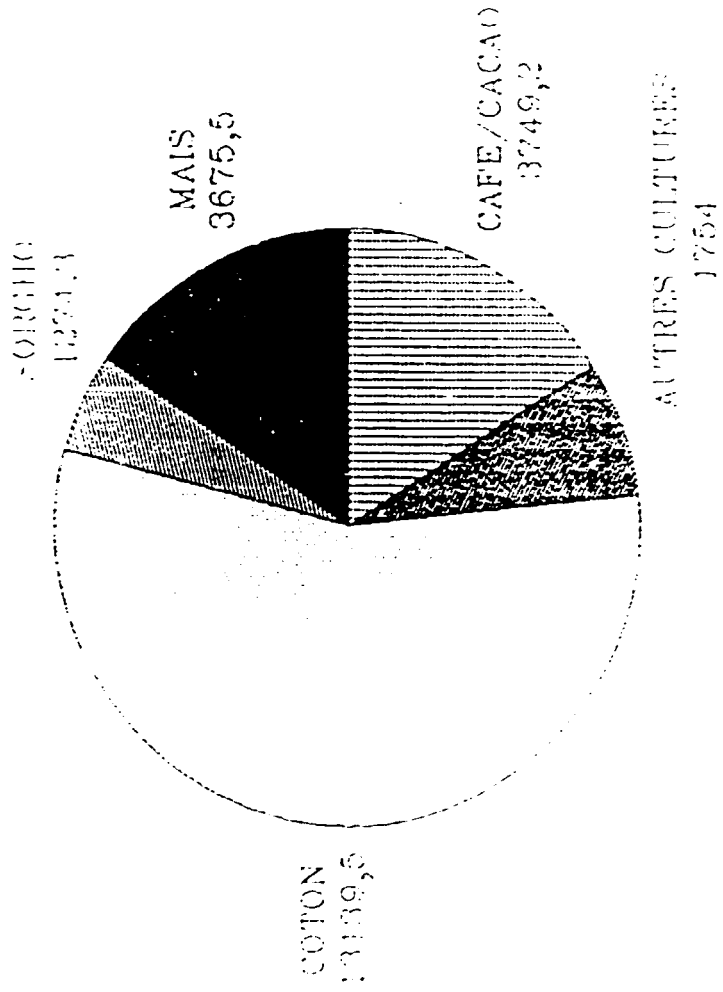


FIG. 1  
CONSUMATION ENGRAIS  
PAR CULTURE - 1987



TONNES DE PRODUITS

Les prévisions d'importation.

Les prévisions d'importation pour la campagne 1991 se présentent comme suit:

Tableau 4: Tonnages à commander pour la campagne 1991 (tonnes)

TYPES D'ENGRAIS	SOTOCO	SRCC	DRDR	AUTRES	TOTAL
NPK SB	18.000				18.000
UREE	3.300	500	1.200		5.000
15\15\15	4.700		2.200		6.900
20\10\10		3.000			3.000
10/20/20			100		100
DAP		300			300
K2SO4	800				800
Kcl		50	50		100
<b>TOTAL</b>	<b>28.800</b>	<b>3.800</b>	<b>1.300</b>	<b>1.200</b>	<b>35.100</b>

Dont les répartitions par cultures seraient les suivantes:

Tableau 5: Répartition par cultures et dose à l'hectare

ORGANISME CULTURES	TYPE ENGRAIS	SUPERFICIE, ha	DOSE/ha kg	QUANTITE, tonne A COMMANDER
SOTOCO/coton	NPKSB	120.000	150	18.000
coton	UREE 467	66.000	50	3.300
coton	K2SO4	15.000	50	800
coton	NPK 15/15/15	23.250	200	4.650
vivrier	UREE 467	40.000	50	2.000
SRCC /café	NPK 20/10/10	12.500	400	3.000
cacao	DAP	3.330	150	300
cacao	NPK 15/15/15	15.000	200	3.000
vivrier	UREE 467	14.000	50	500
vivrier	Kcl			50
DRDR/vivrier	NPK 15/15/15	11.000	200	2.200
	NPK 10/20/20			100
	UREE 467	34.120	50	1.706
	K2SO4	833	60	50
	Kcl	1.000	50	50
AUTRES	NPK 15/15/15			200
	UREE			500

Pour la SRCC les quantités à commander sont inférieures aux besoins réels par suite d'existence de stock.

### 1.3. Importance de la filière dans l'économie du pays et objectifs gouvernementaux la concernant.

La production agricole représente plus du tiers du P.I.B., lequel se situe au niveau de 400 milliards de F. CFA ( 8 Mrds FRF ou 1,5 Mrds US \$), et les produits agricoles interviennent pour environ un tiers dans les exportations du pays, qui représentent environ 300 Millions de US \$.

Bien que soumis à l'effet de la crise générale de l'AFRIQUE, le Gouvernement togolais est néanmoins parvenu à exercer un certain contrôle sur les événements.

Il est conscient du fait que l'intensification de l'agriculture, entre autres par le recours accru aux intrants, est essentielle pour atteindre ses objectifs d'autosuffisance alimentaire, de recettes en devises grâce aux cultures de rente et de protection de la nature.

Aussi, lorsque ses bailleurs de fonds l'ont obligé à supprimer la subvention des engrais, a-t-il veillé à réduire ces subsides de façon progressive et parallèlement relâché le contrôle sur les prix de vente des produits agricoles

Au TOGO l'évolution des prix de vente des engrais se traduit par le tableau suivant :

Tableau 6: Evolution des prix de vente des engrais aux cultivateurs en FCFA par kg

CAMPAGNE	ENGRAIS VIVRER/autres	ENGRAIS COTON
1980	15	15
1981	35	45
1982	35	45
1983	40	60
1984	50	100
1985	50	100
1986 Gros	60	100
Detail	65	100

Actuellement, la situation peut se résumer comme suit :

- Prix CAF LOME : 60 à 80 F CFA suivant formules.

- Prix rendu culture : 100 à 120 F CFA.

- Prix de vente

\* Pour cultures vivrières (formule 12/15/15) en gros : 60 F CFA

et café/cacao en détail : 65 F CFA

\* Pour le coton 100 F CFA.

(formule 12/22/12/SS/1,8 B)

En fait, l'Etat prend à sa charge la majeure partie des frais de rapprochement. Noter le différentiel de prix en faveur des vivrières; c'est le résultat d'une politique gouvernementale délibérée qui vise l'autosuffisance alimentaire et lui donne la priorité sur les cultures de rente.

Grâce à cette politique habile, on est ici en présence d'une agriculture qui s'est développée et intensifiée d'une façon soutenue au cours des années 1978 à 1987; mais le mouvement se serait arrêté depuis lors, ce qui a justifié le programme dit P.S.I.

#### 1.4. Activité visant au développement de la filière : le P.S.I. (Programme Sectoriel d'Importation).

Le P.S.I. a été sponsorisé et organisé par la C.E.E. pour assurer une aide à l'achat des engrais de la campagne 90/91. Cette initiative se situe dans le cadre de la politique d'ajustement structurel qui avait tassé la progression de l'emploi d'engrais.

L'intérêt indirect de cette initiative est de fournir enfin des chiffres officiels et contrôlés.

- Selon la spécification des engrais on y trouve 36.000 T. (contre 24.000 T. en 87 dans les statistiques du Service des Engrais qui a sans doute "oublié" ou "raté" quelques tonnages) .
- Les appels d'offre groupés ont d'ores et déjà procuré des prix plus bas (Marché Africain des Engrais de Novembre 89).
- Les réception et entreposage sont effectués par le Service des Engrais avec le contrôle de LACKNER / PARTNERS.
- L'acheminement vers les magasins de secteur est entièrement pris en charge par la SOTOCO, avec encore une fois le contrôle de LACKNER / PARTNERS.

Cette initiative qui vise à relancer la consommation des engrais et dont l'exécution est en cours actuellement, permettra aussi d'avoir sur cette campagne 1990-91 une information sûre et contrôlée dont on pourra sans doute tirer des données plus fiables qu'actuellement.

#### 1.5. Cadre international dans lequel s'inscrit le développement de la filière.

La décennie 80 a été caractérisée par de très importants changements dans l'industrie et le commerce des engrais. Citons :

- la généralisation des très grandes unités pour la production des matières de base : ammoniac, urée, nitrate d'ammoniaque, acides sulfurique et phosphorique phosphate diammonique (DAP), superphosphate triple (TSP), chlorure de potasse (MOP).
- La localisation de ces unités sur les gisements de matières premières.
- La conséquence, la concentration des entreprises par disparition des plus faibles et constitution de groupes géants, non seulement multinationaux, mais intercontinentaux.
- La mondialisation du commerce des engrais suite aux adjudications lancées par les gros acheteurs (prises ou Etats, voire bénéficiaires d'aides diverses) et à l'intervention de "traders" à vocation mondiale.

En conséquence, dans les zones maritimes, où les produits du commerce mondial arrivent, facilement les unités de production doivent être basées sur des gisements de matières premières et être de classe mondiale (taille, qualité et prix de revient) pour être compétitives sur les marchés d'exportation aussi bien que sur les marchés locaux et régionaux.

Au fur et à mesure qu'on s'éloigne dans le Continent, les frais de rapprochement que supportent les produits du marché mondial augmentent, améliorant les chances de compétitivité de petites unités de production basées sur des matières premières indigènes et dimensionnées pour servir le marché local.

1.2. Cadre national dans lequel s'inscrit le développement de la filière.

Au TOGO, la structure administrative constituée par le MINISTRE DU DEVELOPPEMENT RURAL, son Service des Engrais et Matières Premières (SEMP) et ses Directions Régionales (DRDR) a tout ce qu'il faut pour encadrer le secteur sans les moyens financiers et les hommes de qualification suffisante.

Mais on a vu qu'avec l'appui de la CEE, la DRDR de SOKODE a réussi à améliorer son efficacité assez sérieusement.

Les leçons du P.S.I. devraient permettre aux autorités locales avec l'appui des bailleurs de fonds de renforcer l'efficacité des structures.

Le contrôle de l'Etat sur l'Office Togolais des Phosphates et sa production de 3 millions de Tonnes/an constitue un atout supplémentaire non négligeable.

Le schéma ci-joint rend compte de la situation actuelle de la filière où tous les produits sont importés, l'intervention togolaise se limitant à assurer la logistique à terre (stockage - transport - distribution).



## 2. JUSTIFICATION DU PROGRAMME.

Comme indiqué précédemment le TOGO importe la totalité de ses besoins en engrais. Economiquement parlant et selon la taille du marché, il paraît inconcevable actuellement d'établir un système d'unités industrielles de production.

Devant cet état de fait, il est nécessaire d'établir un programme qui puisse répondre aux conditions suivantes:

- stabiliser le coût des importations tout en augmentant les productions à l'ha.
- développer un système d'aide générale pour une meilleure utilisation rationnelle et sélective des engrais

Ceci a pour effet direct la mise en place d'un équilibre entre la politique de vérité des prix (coût réel des intrants payés par le paysan) et celle du prix d'achat de la production afin d'éviter le désintéressement du monde rural.

Le programme proposé est basé sur l'amélioration des structures internes existantes afin de les adapter aux conditions internationales futures et préparer le monde rural à une utilisation viable et rationnelle des intrants agricoles.

### 2.1. Problèmes à résoudre : goulots et contraintes contrariant le développement de la filière en fonction des objectifs gouvernementaux.

Indépendamment des fluctuations exagérées des cours mondiaux pour les matières premières, les obstacles "intérieurs" au développement de la filière engrais sont constitués par tous les facteurs qui empêchent l'obtention d'un bon rapport valeur/coût.

Parmi les arguments le plus souvent cités, on relèvera :

- le financement et le prix des engrais.
- l'insuffisante technicité des paysans, qui les empêche de tirer tout le bénéfice de l'usage de l'engrais.
- l'accès trop difficile pour certains au réseau de distribution physique des engrais.
- l'organisation sociologique : attribution des terres, relations entre propriétaires et métayers.
- les risques du succès ou comment faire face à l'effondrement des prix résultant d'un excédent de récolte ?

Plusieurs types de contraintes ont été définies dans cette analyse:

- circuit d'approvisionnement à l'importation, distribution, stockage, accessibilité des paysans à la fourniture d'intrants (accès par route et disponibilité des intrants aux périodes saisonnières adéquates) doivent être réadaptés aux réels actuels et futurs.
- manque de politique d'accès au crédit d'achat.
- recherche appliquée et transfert insuffisants des connaissances par l'assistance technique directe aux agriculteurs.

#### La contrainte du prix des engrais

Avec une consommation totale de 24.000 T./an (ou 36.000 T. suivant le PSI), il ne paraît pas indiqué de recommander une fabrication locale.

Aussi peut-on suggérer d'abord une amélioration des stratégies commerciales avec incorporation éventuelle d'une plus grande valeur ajoutée locale suivant le schéma ci-dessous.

- Uniformiser au maximum agronomiquement acceptable les formules d'engrais consommées et cela, à l'échelle du pays d'abord, de la région ensuite si des marchés groupés sont possibles.

- Eviter les formules spécifiques autant que possible au profit de produits banalisés dont le marché est plus compétitif, donc les prix moins élevés.

- Si les lots atteignent des niveaux suffisants, on pourrait peut-être envisager d'importer ces produits en vrac, ce qui est moins onéreux et d'équiper le SEMP pour stocker et ensacher, ce qui augmenterait la valeur ajoutée locale.

- Lorsque le marché national (ou régional ?) atteindra une ampleur suffisante, on pourrait songer à pousser la banalisation des formules achetées jusqu'à n'importer que des demi-finis et à composer les produits finis dans un bulk blending, avec incorporation éventuelle d'oligo-éléments, de produits phytosanitaires, enrobage et coloration.

Sur un tout autre plan, la participation à la création d'une industrie de transformation des phosphates dans un complexe chimique de classe mondiale figure au programme de l'Office Togolais des Phosphates (O.T.P.)

#### La contrainte du financement, la distribution des engrais et le stockage des récoltes

Ici encore, il faut favoriser les associations responsables d'agriculteurs au niveau local (GAU) et il faudrait que les DRDR puissent amorcer le circuit, comme le fait la SOTOCO (laquelle dispose d'une position privilégiée puisque elle est le seul acheteur possible de la récolte) ou comme le pratique la DRDR de SOKODE avec l'appui de la délégation du GTZ.

- prêts de campagne (+ 9 mois) pour les engrais: ces prêts sont faits uniquement aux GAU et le taux de recouvrement est de 85 %. Il y a 15 % d'échecs qui constituent une perte nette pour le système.

- distribution physique de l'engrais par l'encadreur de chaque village, lequel dispose d'un magasin.

- crédits pour construire des stockages de récolte et constituer un fonds de roulement. Le GAV paie la production à sa valeur au moment de la récolte et la vend parfois au double du prix au moment de la soudure; la marge sert à rembourser l'emprunt, à constituer un fonds de roulement et à retribuer l'agriculteur.

#### La contrainte de la technicité des paysans.

Les actions d'encadrement sont très strictement planifiées et conduites à la SOTOCO.

Les DRDR et la SRCC devraient théoriquement faire de même, mais le manque de moyens financiers les en empêche. Il faut de l'argent et des hommes pour y remédier (programme Banque Mondiale).

Ce qui pourrait encore améliorer la situation, c'est le service aux jeunes ruraux qui s'efforce de les regrouper par 3 à 5, et leur attribuer des terrains, les défricher et leur donner un labour d'ouverture afin de faciliter leur installation comme agriculteurs. Dans la suite, ils sont intégrés dans le système de prêt d'équipements, avec paiement à la récolte.

## La contrainte des pesanteurs sociologiques

Seule une action législative décidée mais prudente pourra les diminuer, mais dans ce domaine plus encore que dans les autres, le temps doit se compter en générations et pas en années.

### 2.2 Formulation et analyse des stratégies de développement possible.

#### 2.2.1 Enonce des stratégies.

Selon la situation actuelle de la filière des engrais au Togo, nous présentons deux stratégies complémentaires.

Première stratégie: Amélioration des conditions existantes d'importation, distribution, stockage et utilisation des engrais

Deuxième stratégie: Mise en place d'un projet régional d'importation et formulation d'engrais et pesticides pouvant être distribués dans toute la région.

#### 2.2.2 Analyse des stratégies alternatives de développement

##### Première stratégie:

Cette stratégie est basée sur l'élimination partielle des effets négatifs de l'importation par une très grande efficacité du réseau de distribution et d'une utilisation rationnelle des intrants en général. Les avantages d'une telle stratégie auraient pour résultats:

- assainissement du réseau;
- réduction des coûts directs et indirects;
- approvisionnement adapté à l'équilibre offre/demande;
- développement de la promotion des ventes par assistance technique associée aux produits;
- meilleure intégration des besoins de l'agriculture et plus grande participation financière de celle-ci dans la réduction des charges de l'Etat.

Les inconvénients peuvent être:

- pendant la période transitoire, une déstabilisation incontrôlée du marché des engrais;
- risque de rupture d'approvisionnement par manque d'organisation rationnelle et de liaisons informationnelles entre les différents maillons de la chaîne; limitation des possibilités de trésorerie des acteurs en période d'achat.

D'autres solutions immédiates peuvent être appliquées:

- Uniformiser les formules. Eviter autant que possible les formules spécifiques au profit des produits banalisés. Ce sont des actions simples, qui peuvent rapporter sans rien coûter en investissement.

Mais, les obstacles à vaincre sont immenses: les préjugés des utilisateurs créés et entretenus par les fournisseurs dont les agronomes étaient les meilleurs agents techniques commerciaux.

Ensacher au port, si cela se révèle jouable, est de nature à constituer une étape très importante et pas bien coûteuse (de l'ordre de 2 millions de US \$) vers l'étape suivante.

Celle-ci consiste à ne plus importer que les produits les plus basés, c'est-à-dire les demi-finis et à les mélanger dans un bulk blending. L'investissement peut être de l'ordre de 10 millions US \$ et se justifier à partir d'un marché national de 50.000 T., dont le bulk blending s'adjugerait au moins la moitié.

Deuxième stratégie:

Celle-ci ne peut être pensée que dans un cadre régional car elle prévoit la participation à un complexe chimique de classe mondiale comprenant:

acide sulfurique 2.000 à 4.000 T./jour

acide phosphorique 750 à 1.500 T. P<sub>2</sub>O<sub>5</sub>/jour

DAP - TSP 2.000 à 3.000 T./jour

C'est une entreprise d'une tout autre ampleur tant au point de vue de l'investissement (au moins 500 millions US \$) que de la sophistication industrielle, donc des exigences de compétences humaines de tous ordres techniques, commerciales, administratives et gestionnaires.

Comme le gisement de phosphate qui s'enrichit facilement et se vend bien peut encore durer 30 ans, l'O.T.P. ne se presse pas et tient son projet à jour pour pouvoir profiter de la première ouverture valable.

Il estime, en effet, que l'investissement dépasse les moyens du TOGO seul et qu'il ne peut s'y lancer qu'avec un partenaire qui, idéalement, devrait être un consommateur. Or, les deux principaux consommateurs - l'INDE et la CHINE - semblent plus attirés par les projets du MOYEN-ORIENT, région plus proche de chez eux et où on trouve à la fois le phosphate et le soufre.

A défaut d'un consommateur, on pourrait imaginer que le TOGO s'allie à d'autres producteurs ayant accès aux marchés africains et mondiaux, voire à des traders orientés vers la production (tel CARGILL qui a racheté un tel complexe chimique en FLORIDE).

En aucun cas, ce complexe ne peut être seulement lié au marché intérieur dont il satisferait les besoins annuels par sa production d'une semaine.

2.3 Résultats escomptes.

L'élaboration des stratégies énoncées devraient:

- doter le TOGO d'un puissant réseau de distribution efficace et travaillant sur la partie ouest de l'Afrique,
- augmenter la production agricole par une meilleure utilisation des engrais tout en contrôlant le coût des intrants,
- améliorer de fait le revenu des agriculteurs et réduire les charges de l'Etat
- préparer l'avenir de l'agriculture congolaise pour la prochaine décennie.

### 3. PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT INTEGRE.

#### 3.1 Objectif du programme.

- Réduire le coût des produits importés, tout en intensifiant la production agricole et sa productivité

- Augmenter la part de la valeur ajoutée locale, en créant une structure puissante du réseau de distribution et commercialisation

- Adapter la filière engrais à la compétition internationale

#### 3.2 Mesures politiques.

- Etudier les pesanteurs sociologiques et agir pour les alléger.

- Favoriser la scolarisation des jeunes et leur installation comme agriculteurs.

- Etre attentif à la création de situations de monopole national ou d'oligopole international et prendre des initiatives pour les contrecarrer si elles se présentent.

- Politique d'aide à l'achat d'intrants influencant la production agricole.

#### 3.3 Projets d'assistance technique.

Idees de projet d'assistance technique:

- Evaluer avec le MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL et la Mission en AFRIQUE de l'OUEST de la Banque Mondiale à ABIDJAN les moyens à mettre en oeuvre pour rendre plus efficace l'action des DRDR. Prendre exemple sur la réalisation de la CTZ à SOKODE.

- Proposer au même MINISTERE d'épauler son Service des Engrais par l'appoint momentané mais renouvelable d'un spécialiste en engrais qui pourrait, en prenant appui sur les travaux de IFDC AFRI LOME, aider à rationaliser les approvisionnements.

Proposer au même MINISTERE et à une période ultérieure d'épauler son Service des Engrais par les services temporaires et renouvelables de spécialistes en logistique, manutention et ensachage pour étudier l'importation en vrac avec ensachage sur place, puis, ensuite, y adjoindre un spécialiste en engrais pour étudier le passage au bulk blending.

- Proposer au MINISTERE DE L'INDUSTRIE et à l'O.T.P. une aide pour leur trouver des partenaires efficaces et fiables en vue de faire prendre corps au projet de complexe régional.

Proposer à la DIRECTION GENERALE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE des services et des moyens pour développer la prospection visant à découvrir et/ou mettre en valeur d'autres ressources naturelles utiles dans la filière engrais.

Idees de projet d'investissement:

A terme de 2-3 ans, construction d'une ligne d'ensachage avec les stockages appropriés sur les terrains du Service des Engrais (SEMP) au Port de LOME.  
Coût estimé : 2 à 5 millions US \$ suivant le volume de stockage.

- A terme de 5-6 ans, construction d'une unité de bulk blending d'une capacité de + 30 T./heure ou 500 T./jour ou 50.000 T. en 4 mois, qui réutiliserait les stockages et la ligne d'ensachage du premier projet.  
Investissement en ordre de grandeur : 10 millions US \$.

- Lorsque les conditions préalables de succès seront réunies, construction d'un complexe chimique de production de demi-finis phosphatés (acide phosphorique, DAP, TSP) qui requerra un investissement de 500 millions à 1 milliard US \$

Projets présentes:

Projet no 1: Etude, définition et mise en application d'une méthode de planification des besoins en engrais. Simulation par logiciel de l'influence des différents facteurs financiers et économiques sur la consommation des engrais.

Cout du projet : 72.000 US \$

Projet no 2: Etude analytique à caractère technique, économique et financière de l'ensemble du réseau transport - distribution - stockage et commercialisation de la filière engrais. Proposition de restructuration

Cout du projet: 110.000 US \$

B. DOCUMENTS DE PROJET

## PROJET NO. 1

### Titre:

Etude, définition et mise en application d'une méthode de planification des besoins en engrais, simulation par logiciel de l'influence des différents facteurs financiers et économiques sur la consommation des engrais.

### Pays:

Togo

Durée du projet: 7 mois

Coût de projet: 12.000 US\$

### Objectif de développement:

Assister le gouvernement togolais à définir un programme planifié de ses besoins en engrais pour contrôler ses importations (besoin en devises) tout en augmentant sa productivité agricole.

### Objectif du projet:

Définition d'une méthode de planification des besoins en engrais et utilisation de l'informatique pour simulation des différentes conditions opérationnelles adaptées à l'environnement togolais.

### Résultats du projet:

Rapport sur les résultats d'une enquête réalisée auprès du Ministère de l'Agriculture, du circuit de distribution, de la SOTOCO, SRCC et autres sociétés et organismes en relation avec la filière engrais.

Rapport sur établissement d'un cahier des charges d'un programme de simulation de planification des besoins en engrais prenant en compte qualité et quantité des engrais par zone, culture, saison et coût des importations. Choix du logiciel d'application.

Rapport sur essais d'application de la méthode de planification des besoins par logiciel informatique.

### Activités:

Réalisation d'une enquête auprès de tous les acteurs du système des engrais depuis les grossistes importateurs jusqu'aux consommateurs pour définition des besoins qualitatifs et quantitatifs en engrais. Détermination des facteurs sociaux économiques influençant les prévisions de consommation.

consultant international durée: 1,5 mois.

A partir des informations obtenues précédemment, établissement d'un cahier des charges indiquant les résultats à obtenir, les paramètres variables et les constantes, les types de simulation et les différentes applications pratiques pour la planification des besoins en engrais. Définition d'un logiciel d'application.



1 consultant international durée: 1 mois.

1 analyste programmeur durée: 1 mois.

Essais d'adaptation du logiciel et du programme de planification. Tests sur plusieurs simulations de programmation en faisant varier les facteurs de sensibilité -Mise au point du programme de planification des besoins en engrais.

1 consultant international durée: 1 mois.

1 analyste programmeur durée: 2 mois.

Apports:

Apports du gouvernement:

Mise a disposition d'un expert national specialise en fertilisants des végétaux devant travailler en equipe avec le consultant international.

durée: 1 mois.

Prise en charge des frais de transport interne

Secrétariat pour rédaction des rapports.

Apports de l'ONUDI:

11.50

1 consultant international technico-economiste specialisé en fertilisant

Durée: 3.5 mois 35,000 US\$

11.50

1 analyste programmeur

Durée: 3h/mois 30,000 US\$

Achats de prologiciel et logiciel 5,000 US\$

51.00

Rédaction des rapports 2,000 US\$

Total 72,000 US\$

## PROJET No 2

Titre: Etude analytique à caractère technique, économique et financier de l'ensemble du réseau transport - distribution - stockage et commercialisation de la filière engrais. Proposition de restructuration dans le cadre de la compétition internationale.

Durée du projet: 6 mois

Cout du projet: 110,00 US \$

Pays: TOGO

Début du projet: Après résultats obtenus par projet No 1

### Objectif de développement:

Améliorer la productivité agricole et les sources de revenus des agriculteurs par une utilisation rationnelle et qualitative des engrais.

### Objectif du projet:

Adaptation du circuit général de distribution, commercialisation des engrais aux besoins techniques, économiques et financiers du marché national togolais face à la compétition internationale.

### Résultats du projet:

- Rapport de mission sur la situation actuelle du réseau des engrais.
- Rapport sur l'étude analytique de la répartition des coûts de transport, distribution, stockage, gestion, intérêts financiers sur le prix d'achat final des engrais par l'agriculteur.
- Rapport sur les canaux de distribution comprenant l'évolution des différents types de structure et leur avenir, leur potentiel d'écoulement de produits selon la densité géographique, méthode d'achat.
- Cartographie du réseau actuel et identification des points d'amélioration au niveau implantation et infrastructure.
- Rapport sur propositions de restructuration en fonction des résultats obtenus par le projet 1 et les rapports ci dessus. Simulation des effets des propositions de restructuration et programme d'action.

### Activités:

- Mission d'un consultant pendant 1 mois au TOGO pour prise d'information sur la constitution du réseau actuel de distribution et les projets en cours.
- Sous-traitance de l'étude générale du réseau de distribution à une société spécialisée dans la distribution d'intrants à usage agricole.
- Mission d'un consultant pendant 15 jours au TOGO pour présentation de résultats de l'étude et élaboration d'un programme d'action.

Apports:

Apport du gouvernement:

- Mise à disposition de toutes informations nécessaires au projet.
- Frais de transport interne du consultant de l'ONUDI.

Apport de l'ONUDI:

11.00	un consultant international avec connaissances sur l'ensemble des problèmes de distribution des engrais.	
	Durée : 2h/mois	22.000 US\$
	contrat de sous traitance de l'étude analytique et propositions de restructuration.	80.000 US\$
	frais de voyage du responsable du projet	5.000 US\$
01.00	frais de rédaction secrétariat	3.000 US\$
	TOTAL DU PROJET	110.000 US\$